

*Direction Risques Industriels  
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 29/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE**

Lieu-dit Mirandes Basses RD 117  
66600 Espira-De-L'agly

Réf : 2026-010-PR  
Code AIOT : 0018300043

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société SVLR, implantée RD 117, lieu-dit « Les Mirandes Basses » sur la commune d'Espira-de-l'Agly. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

Le thème principal correspond à l'action régionale sur le contrôle des déchets entrants qui a pour objet de vérifier :

- que les déchets enfouis respectent les seuils réglementaires en matières de valorisables en regardant la caméra AGECE et/ou les déchets enfouis le jour de la visite ;
- la présence du rapport de caractérisation et des justificatifs d'obligations de tri ;
- l'adéquation entre les déchets enfouis et les données d'acceptation (fiches d'informations préalables et/ou certificat d'acceptation préalable, rapport de caractérisation, attestation de tri).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE
- RD 117 Les Mirandes Basses 66600 Espira-de-l'Agly

- Code AIOT : 0018300043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Initialement la société SOVAL, filiale à 100 % du groupe VÉOLIA, a été autorisée par arrêté du 20 juin 2003 à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) qui a été mise en service en juin 2004.

En 2012 la société SOVAL est devenue Société de Valorisation du Languedoc-Roussillon (SVLR) suite à une réorganisation des régions «Veolia propreté» dans lesquelles les actifs associés aux sites exploités sont regroupés au sein de sociétés locales opératrices.

L'échéance de l'autorisation étant fixée au 20/06/2027, la société SVLR a déposé une demande d'extension en hauteur afin de prolonger la durée d'exploitation de cette installation. Cette demande considérée comme une modification substantielle, a fait l'objet d'une instruction complète qui a abouti à l'arrêté d'autorisation du 23/12/2025.

La capacité annuelle de stockage autorisée de 130.000 t/an a été abaissée à 65.000 t/an et la durée de vie a été rallongée de 10,5 ans soit jusqu'au 31/12/2037.

Cette installation de stockage de déchets est située dans une ancienne carrière et les alvéoles viennent s'appuyer, au sud, sur les anciens fronts d'une hauteur totale de l'ordre de 60m. L'installation est divisée en 5 casiers (A à E).

Les déchets qui peuvent être admis dans ce centre sont principalement des déchets secs non recyclables issus de centres de tri et déchetteries, les refus du tri des encombrants, les déchets industriels et commerciaux banals non valorisables, non fermentescibles et peu évolutifs, les déchets minéraux de démolition, les mâchefers ; il s'agit de déchets qualifiés de non dangereux.

Cette ISDND est classée sous les rubriques ICPE :

- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux : capacité 65.000 t/an (autorisation)
- 3540 : Installation de stockage de déchets, recevant plus de 10 t de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 t : 3.382.500 t (autorisation)
- 2791-1 : installation de traitement des déchets (traitement des déchets en conditions venteuses) : 500 t/j (autorisation)
- 2760-3 : installation de stockage de déchets inertes : 20.000 t/an (enregistrement)
- 2716-1: Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : 6000 m<sup>3</sup> (enregistrement)
- 2715-2: Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes : 5445 m<sup>2</sup> (déclaration).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection de la tête des ouvrages souterrains	Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 3.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant et d'actions correctives	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets en période venteuse	Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 7.2.8	Sans objet
3	Prévention des envols	Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 7.2.9	Sans objet
4	Déchets entrants – Rapport de caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet
5	Déchets entrants – Procédure d'acceptation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet
6	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 27	Sans objet
7	Information préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 28	Sans objet
8	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 29	Sans objet
9	Déchets entrants – Justificatif de tri	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Sans objet
10	Déchets entrants – Justificatif de tri	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Sans objet
11	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant le point de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 6 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

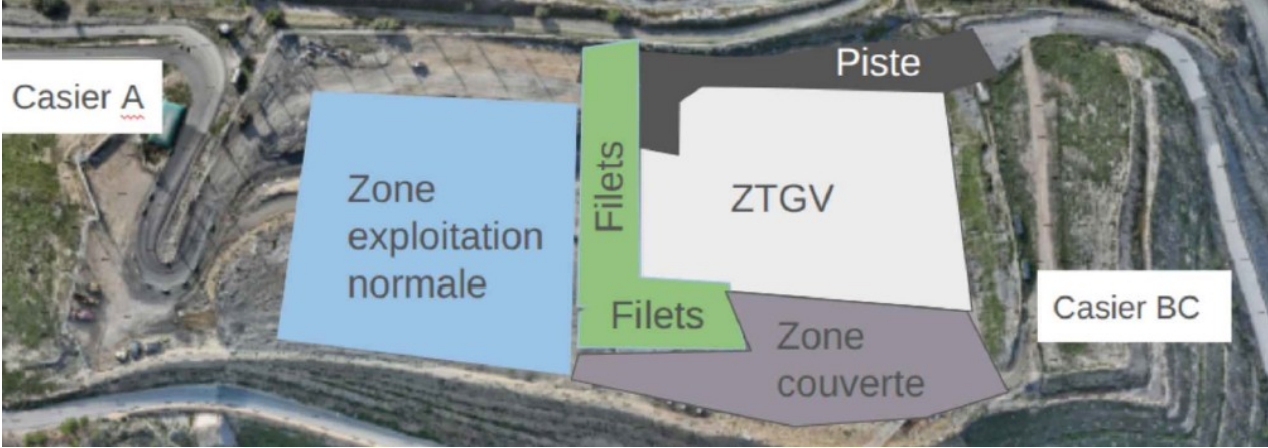
### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Protection de la tête des ouvrages souterrains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la tête des ouvrages souterrains
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La tête de forage doit être aménagée conformément aux dispositions prévues par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 susvisé relatif à la rubrique IOTA 1.1.1.0, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• margelle bétonnée de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête implantée en extérieur et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel ;</li><li>• la tête s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche ;</li><li>• un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la synthèse hydrogéologique pour la mise en place du réseau de surveillance, l'inventaire des ouvrages utilisés pour assurer la surveillance des eaux souterraines, le plan d'implantation et la description des ouvrages.</p> <p>L'inventaire recense pour ce qui concerne les ouvrages mis en place par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ le piézomètre PZ2 situé au nord du site ;</li><li>➤ le piézomètre PZ4 bis situé au sud ;</li><li>➤ le piézomètre PZ5 bis situé entre le site et le captage AEP d'Espira-de-l'Agly ;</li><li>➤ le piézomètre PZ6 situé à l'ouest dans les alluvions ;</li><li>➤ le piézomètre situé à proximité du puits de relèvement des lixiviats.</li></ul> <p>Excepté le piézomètre situé à coté du puits lixiviats, ces ouvrages ont été créés lors des études préalables ou parallèlement à l'aménagement de l'installation en 2002 – 2004. A cette époque l'arrêté ministériel du 11/09/2003 n'était pas applicable aux ICPE.</p> <p>Concernant la numérotation « bis » l'exploitant précise que les ouvrages d'origine PZ4 et PZ5 ont été remplacés mais qu'il ne connaît pas précisément la situation de ces ouvrages (cela nécessite des recherches dans les archives).</p> <p>Lors de l'inspection de l'ouvrage PZ4bis situé à l'extérieur du site au sud, il a été constaté qu'il n'était pas sécurisé et pas suffisamment protégé.</p> <p><b>Demande formulée à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ analyser la situation des puits / piézomètres au regard des prescriptions de l'article 3.6.2 ;</li><li>➤ justifier leur conformité ou que les dispositions constructives présentent des garanties équivalentes ;</li><li>➤ mettre en conformité les ouvrages jugés non-conformes ;</li><li>➤ rechercher l'historique concernant les anciens ouvrages PZ4 et PZ5 et le cas échéant les mettre en conformité ou les reboucher conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté du 11/09/2003 relatif à la rubrique IOTA 1.1.1.0.</li></ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Gestion des déchets en période venteuse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 7.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets en période venteuse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de vents forts (&gt; 50 km/h), les déchets sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>dans un premier temps et au maximum jusqu'à fin 2027, stockés dans une zone de transit grand vent qui permet de contenir les déchets pour limiter les envols ;</li> <li>dans un deuxième temps, au plus tard à partir de 2028, dirigés dans le bâtiment de stockage et de mise en balle des déchets et subissent une opération de broyage, tri, mise en balle avant évacuation sur le casier en exploitation.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 17/10/2025 l'exploitant a confirmé avoir modifié l'implantation de la zone transit grand vent compte tenu de l'avancement de l'exploitation des alvéoles ; la zone couverte a été supprimée et en compensation des filets complémentaires ont été mis en place pour faire un écran intermédiaire par rapport aux filets positionnés au niveau du casier A.</p>  <p>L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'épisode de vent très important depuis la mise en place des nouvelles dispositions mais qu'à priori ce dispositif s'avère efficace.</p> <p>Au cours de l'inspection l'absence d'envols de déchets sur le casier A et à proximité du site a été vérifiée.</p> <p>L'exploitant confirme également que les études en vue de la construction du bâtiment de mise en balles ont été lancées, l'objectif est de mettre en service ce bâtiment avant fin 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention des envols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2025, article 7.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des envols
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire les effets du vent et de retenir les déchets légers envolés, l'installation de stockage est bordée par des filets fixes situés en limite des casiers contre les vents dominants. Tous les filets sont nettoyés régulièrement et des filets mobiles sont déplacés selon les besoins, l'orientation du vent et la localisation de la zone d'exploitation. En tant que de besoin l'exploitant organise des campagnes de ramassage le plus rapidement possible après un épisode venteux, afin de collecter les déchets entraînés en dehors de la zone de stockage.
<b>Constats :</b> Cf point de contrôle précédent. Lors de la visite il a été vérifié la présence des filets de protection situés à l'est et au sud des casiers D/E en exploitation. L'exploitant précise que les déchets retombent au pied des filets à la fin des épisodes venteux, et sont décrochés le cas échéant avec des perches. L'exploitant confirme la présence en tant que de besoin d'équipes chargées de ramasser les déchets à la suite d'épisodes venteux ; les viticulteurs font rapidement des signalement si les déchets ne sont pas ramassés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Déchets entrants – Rapport de caractérisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de l'élimination
<b>Prescription contrôlée :</b> I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. 3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ; 4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ; 5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ; [...]  IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment :

<p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ la procédure de contrôle des déchets entrants ;</li> <li>➤ 2 exemples de rapport annuel de caractérisation de déchetterie, qui précisent la période considérée (ici l'année calendaire), l'identité du producteur, le lieu de production, la caractérisation du déchets, le poids et le % des différentes catégories de déchets.</li> </ul> <p>L'inspection a vérifié par sondage la présence des rapports dûment renseignés par les producteurs ou centres de regroupement, pour les déchets réceptionnés le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant précise que l'accès à l'ISDND est interdit en l'absence de rapport de caractérisation.</p> <p>L'article R.541-48-3 précisant que le rapport de caractérisation incombe au producteur, l'exploitant n'a pas vérifié la réalité des % annoncés.</p> <p>En cas de doute où de non respect manifeste des fractions maximales, le chargement est refusé.</p> <p>En 2025, 5 signalements ont ainsi été effectués.</p> <p>A noter que les fractions étant exprimées en masse, le contrôle sur la base d'une vérification visuelle n'est pas aisée.</p> <p>Pour les exemples de rapport présentés, la caractérisation a été réalisée sur une benne entière, avec, dans un premier temps, un tri mécanique des éléments supérieur à 40 cm puis, dans un deuxième temps, un tri manuel des déchets inférieurs à 40 cm puis 10 cm.</p> <p>Concernant les nouvelles obligations de tri, l'exploitant confirme que le coût d'enfouissement en ISDND et notamment le montant de la TGAP motive les exploitants à trier leurs déchets.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Déchets entrants – Procédure d'acceptation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</li> <li>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets.</li> <li>3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;</li> <li>4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;</li> </ol>



5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ; [...]

IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment : [...]

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

#### **Constats :**

Cf point de contrôle n°4 : l'exploitant a présenté la fiche méthode « contrôle des déchets » qui a pour but de garantir l'admissibilité des apports et interdire la réception des déchets non-conformes.

L'exploitant précise que le chargement est vérifié à l'entrée du site lors de la pesée, si le chargement est visible (la vérification est toutefois limitée à ce stade puisque les bennes ne sont pas ouvertes pour éviter la dispersion des déchets) et au déchargement.

Le contrôle est donc plutôt réalisé au déchargement par le conducteur du chargeur à chenilles chargé de répartir les déchets sur l'alvéole en cours d'exploitation.

L'agent de la pesée dispose d'une liste de producteurs qualifiés « à risque » pour lesquels le conducteur d'engin doit vérifier la conformité à l'ouverture des portes avant déchargement (il s'agit des producteurs qui ont fait l'objet d'un signalement). La liaison entre l'agent de la pesée et le conducteur d'engin est réalisée par radio pour l'avertir d'un chargement à risque.

L'inspection a assisté au déchargement de quelques bennes arrivées sur site lors de l'inspection et ces déchargements n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.

L'exploitant confirme que les chargements sont refusés en cas de non-respect manifeste des fractions.

L'exploitant précise que sur 2025 il n'y a pas eu de refus, uniquement des signalements (cf point précédent).

En cas de refus d'un chargement la procédure prévoit :

- la consignation du refus sur le registre des refus ;
- l'envoi d'un courrier au producteur notifiant les motifs du refus ;
- l'ajout du producteur sur la liste des provenances à risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Admission des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Admission des déchets

#### **Prescription contrôlée :**

Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont :

- à la procédure d'information préalable visée à l'article 28 ou à la procédure d'acceptation préalable visée à l'article 29 ;
- à la production d'une attestation du producteur justifiant, pour les déchets non dangereux ultimes, d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une

<p>valorisation matière ou d'une valorisation énergétique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 30. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la procédure d'information préalable, la procédure d'acceptation préalable et des exemples de FIP et d'attestation sur l'honneur d'avoir respecté chacune des obligations de tri :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ de producteurs de déchets non pris en charge par le service public,</li> <li>➤ de collectivités compétentes en matière de collecte de déchets.</li> </ul> <p>Pour le contrôle à l'arrivée sur le site cf point de contrôle précédent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Information préalable

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent.</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.</p> <p>Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf points de contrôle précédents : la fiche méthode « contrôle des déchets » précise le mode opératoire pour l'acceptation des déchets avec l'obligation de l'établissement de la FIP.</p> <p>La procédure prévoit que si les déchets ne rentrent pas dans les catégories prévue à l'article 28 la demande est refusée et le déchet doit faire l'objet de la procédure d'acceptation préalable avec caractérisation des déchets.</p> <p>Les FIP sont rédigées sur le même modèle et précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'identité du producteur ;</li> <li>➤ le site à l'origine du déchet ;</li> <li>➤ l'identification des déchets ;</li> <li>➤ le processus de production ;</li> <li>➤ l'attestation du producteur d'avoir réalisé un tri des flux valorisables.</li> </ul> <p>En 2025 131 FIP ont été délivrées pour 104 producteurs hors service public et 27 producteurs du service public.</p>

L'exploitant précise que l'entrée sur le site est refusée pour tous les producteurs qui ne disposent pas de FIP ; la vérification est automatique par l'intermédiaire du logiciel de pesée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III.</li> <li>Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité.</li> </ul> <p>Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III.</p> <p>Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable.</p> <p>Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p> <p>Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.</p> <p>Pour les installations de stockage internes, le certificat d'acceptation préalable n'est pas requis dès lors qu'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion des déchets est mise en place. Toutefois, les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité tels que définis aux points 1 et 2 de l'annexe III restent nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche méthode « contrôle des déchets » comprend les 2 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ demande de caractérisation comprenant le test de potentiel polluant ;</li> <li>➤ la vérification de la conformité au minimum annuelle.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que 1 seul certificat d'acceptation préalable a été délivré en 2025 pour les mâchefers provenant de l'incinérateur de Calce.</p> <p>L'exploitant présente le certificat d'acceptation préalable pour ce déchet, l'inspection a vérifié la présence des analyses de caractérisation du déchet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Déchets entrants – Justificatif de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Justificatif de tri – Apporteurs privé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public</p>

local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

- 1° La liste de leurs obligations de tri ;
- 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

#### **Constats :**

Cf points de contrôle précédent : l'exploitant présente les modèles d'attestation sur l'honneur du producteur de déchets pour les entreprises privées et les collectivités.

Le site a reçu des déchets provenant de 104 entreprises privées en 2025, producteurs et centres de regroupement confondus.

L'exploitant indique qu'il n'y a plus d'archive papier, les documents sont numérisés et accessible depuis le logiciel de pesée.

L'exploitant présente un fichier Excell « suivi documents réglementaires » extrait de ce logiciel qui permet de suivre par client (notamment pour les mises à jour annuelles) la présence :

- de la FIP ;
- de l'attestation de tri ;
- du rapport de caractérisation.

L'inspection a vérifié par sondage la présence des attestations pour les différents producteurs pour les déchets réceptionnés le jour de l'inspection.

Les attestations précisent la période considérée (année civile), l'identité du producteur, le lieu de production, par catégorie de déchets, les éléments de nature à démontrer les moyens mis en place pour assurer le tri.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Déchets entrants – Justificatif de tri**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Justificatif de tri – Apporteurs publics

#### **Prescription contrôlée :**

II. La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.

Les documents portent sur :

<p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les modèles d'attestation sur l'honneur du producteur de déchets pour les collectivités.</p> <p>Le site reçoit des déchets provenant de 27 collectivités (principalement des déchetteries gérées par le SYDE TOM).</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage la présence des attestations pour les collectivités auxquelles est joint le rapport de caractérisation de la benne tout venant.</p> <p>Les attestations précisent la période considérée, l'identité du producteur, le lieu de production, par catégorie de déchets, les éléments de nature à démontrer les moyens mis en place pour assurer le tri.</p> <p>L'exploitant a également transmis le modèle d'attestation sur l'honneur de regroupement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Dispositif de contrôle par vidéo

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</li> <li>• la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le plan d'implantation des caméras.</p> <p>3 caméras ont été installées et permettent la lecture de la plaque (1 caméra) et la visualisation du déchargement, sur le casier et sur la zone grand vent (2 caméras).</p> <p>A signaler que la zone de déchargement évolue en fonction du remplissage des casiers, le champ de vision et l'orientation des caméras peuvent être réglées en fonction de la situation d'exploitation du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>